

La justice classe l'affaire Godefroid Djinekou, mort à Béziers après une intervention policière

Date : 25-09-2020



L'information a été publiée le 22 septembre 2020 par [Mediapart](#). Le 22 septembre 2016, le quarantenaire Kouami Godefroid Djinekou décédait à Béziers après une intervention de la brigade anticriminalité (BAC). L'affaire a été classée sans suite le 3 février dernier par le Procureur de la République de Béziers.

« Peut-on mourir lors d'une intervention policière, alors que l'on divague dans la rue en proie à une crise de panique, quasi nu, sans armes ni objets pouvant en faire office ? La réponse est oui. » constate Emmanuel Riondé, l'auteur de l'article de Mediapart. Psychologiquement fragile, Godefroid fait, le 22 septembre 2016 aux aurores, une crise clastique, consistant à casser des objets. Il déambule ensuite dans la rue en caleçon. La BAC arrive, un policier le gaze. Des renforts affluent. L'homme, totalement paniqué et en pleine crise, est entouré par sept policiers. Un témoin raconte : *« Ils ont voulu l'arrêter et l'ont plaqué au sol à deux. Ensuite, ils se sont mis à trois dessus. Il était ventre au sol, avec une clef de bras et un genou sur la colonne vertébrale, immobilisé de tous les côtés. »* Il décède.

Une expertise médico-légale réalisée en août 2019 établit que « *la décompensation de cet état pathologique antérieur [une insuffisance coronarienne] est d'origine plurifactorielle : intoxication aiguë à la cocaïne, contention physique prolongée au sol en décubitus ventral, exposition à du gaz lacrymogène* ». La famille dénonce une enquête à charge.

Le 20 juin dernier, 750 personnes [manifestaient](#) à Béziers pour la mémoire de Mohamed Gabsi, mort le 8 avril 2020 après une intervention de la police municipale, aux ordres du maire d'extrême-droite Robert Ménard.